



# La politique des profanes. Formes d'action politique et pratiques de citoyenneté des jeunes adultes

**Nicolas Pinet**

DANS **REVUE DU MAUSS** 2014/1 n° 43 , PAGES 395 À 409  
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 1247-4819

ISBN 9782707178916

DOI 10.3917/rdm.043.0395

Date de mise en ligne : 12/06/2014

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-du-mauss-2014-1-page-395?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# La politique des profanes.

## Formes d'action politique et pratiques de citoyenneté des jeunes adultes

Nicolas Pinet

Quel intérêt peut-il y avoir à étudier les représentations et les pratiques de la politique et de la citoyenneté de simples profanes ? Est-ce que des militant-e-s ou des « professionnels » de la politique institutionnalisée ne seraient pas mieux à même de nous renseigner sur de tels sujets ? Si, comme le soutient Cornelius Castoriadis [1999], contre le Platon du *Politique*, l'action politique ne relève pas d'une *épistémè*, d'une science – comme c'est le cas pour la médecine –, si, comme le défend aussi Socrate, par le biais d'un mythe, contre Protagoras, la capacité politique – la *technè politikè* – est également répartie entre les êtres humains<sup>1</sup>, cette deuxième option n'apparaît guère fondée théoriquement. Bien au contraire, prétendre recueillir une parole « experte » sur la politique, c'est déjà considérer qu'il y a en la matière une distinction signifiante entre experts et profanes et prendre comme point de départ, de manière consciente ou non, une conception élitiste de la démocratie [Bachrach, 2002]. Or comme le montrent les travaux de Carole Pateman [1970, 1989], il n'y a pas une, mais deux théories « classiques » de la démocratie – démocratie représentative (Hobbes, Locke, Bentham, John S. Mill) et démocratie participative (Rousseau, John S. Mill) – et l'attention

---

1. Platon [1923]. John Dewey développe des analyses similaires dans *Le Public et ses problèmes* [1927, p. 206-209].

exclusive accordée à la première, en prenant la partie pour le tout, influe sur la conception des dispositifs d'enquête et fausse l'interprétation des résultats.

S'il n'y a pas de raisons théoriques de penser que des militant-e-s ou des personnes occupant une fonction rémunérée dans la sphère de la politique institutionnelle, sont mieux à même de nous renseigner sur la politique que des individus non militants, il est clair cependant que, d'un point de vue empirique, les réponses des unes et des autres ne peuvent être similaires. Mais, en principe – et c'est une hypothèse que les analyses qui suivent doivent venir confirmer – il s'agira plus d'une différence de contenu que de structures de l'action politique. C'est-à-dire que l'étude des pratiques et représentations politiques de personnes non militantes doit faire apparaître des « manières de faire » [Certeau de, 1980, p. XL], des *formes* d'action et des procédures, des structures de pensée et de représentation que l'on retrouvera, avec un *fond* plus dense, dans le monde militant. Dans la pratique, le fond n'est pas sans effet sur la forme. Nonobstant, on retrouve bien, comme on va le voir, au-delà des différences de détails, les mêmes structures de représentation et d'action. Je présenterai dans un premier temps les pratiques de citoyenneté des jeunes adultes telles qu'elles ressortent de l'analyse des entretiens. Dans un second temps, je montrerai qu'au-delà des différences d'investissement entre « non-militants » et « militants<sup>2</sup> », les *formes* d'action politique revendiquées par les jeunes adultes se retrouvent aussi, avec une teneur différente, du côté du monde « militant ».

Cet article s'inscrit dans le cadre d'une recherche de long terme, à la fois théorique et empirique, sur les pratiques politiques et la citoyenneté, au-delà des seuls canaux d'action institutionnalisés, déjà bien étudiés. Le travail théorique sur la notion de politique doit aider à appréhender dans toute leur complexité les matériaux empiriques recueillis et, en retour, ces derniers viennent bien souvent questionner les catégories d'analyse utilisées, invitant à pousser plus avant la réflexion théorique. Dans le cas de l'enquête mobilisée ici, l'analyse des entretiens approfondis conduits avec des jeunes adultes non militants a rendu nécessaire un retour à la théorie pour élaborer des outils conceptuels permettant de

2. En première approche, on peut définir l'engagement militant comme « toute forme de participation *durable* à une action collective visant la défense ou la promotion d'une cause » [Sawicki, Siméant, 2009, p. 98].

rendre compte plus adéquatement des réalités empiriques. Ce texte se fait l'écho de ce va-et-vient entre empirie et théorie en proposant un parcours d'analyse.

Mener un travail empirique sur les pratiques politiques supposait au préalable de définir des modalités d'enquête assorties d'options méthodologiques qui, pour l'analyse des pratiques politiques, sont structurées par le type d'approche retenue. On peut considérer comme politique une action revendiquée comme telle par les personnes ou les groupes qui les effectuent. Dans ce cas, c'est l'autoqualification qui sert de critère de définition. À cette approche nominaliste, s'oppose une approche que l'on peut qualifier cette fois de matérialiste : il revient à la personne menant l'enquête de définir des critères de politicalité des actes observés, sans s'arrêter à la seule parole des acteurs et actrices.

Les résultats présentés ici sont issus d'une recherche conduite, dans le cadre d'un doctorat de sociologie [Pinet, 2010], sur la base d'une approche nominaliste. Comme, dans ce cas de figure, la qualification des auteurs de l'action est souveraine, l'enquête a consisté notamment à recueillir la parole des personnes concernées. L'option méthodologique nominaliste a donc été associée à un protocole d'enquête s'appuyant sur la réalisation d'entretiens : 48 entretiens approfondis d'une durée de deux à quatre heures environ ont ainsi été réalisés avec des jeunes adultes (25-34 ans) chiliens, états-uniens et français non militants, habitant depuis plus de cinq ans dans les agglomérations de Santiago du Chili, New York et Paris<sup>3</sup>.

### **Politique et citoyenneté : pratiques et représentations de jeunes adultes non militants**

Que ressort-il de l'analyse de la série d'entretiens réalisés ? Tout d'abord, il faut noter que l'usage fait du vocabulaire de la politique et de la citoyenneté est conforme, comme on peut s'y attendre, aux usages des deux notions mises à leur disposition dans différents contextes de socialisation (l'école, les médias...). Sont ainsi fréquemment évoqués la vulgate d'une citoyenneté constituée de droits et de devoirs ou l'importance de principe du vote...

Un des traits marquants du corpus d'entretiens est la fréquence, peu attendue, avec laquelle les jeunes adultes revendiquent comme politiques des actions sans rapport avec la sphère des gouvernants.

---

3. Les personnes interrogées ont été choisies pour diversifier les profils en tenant compte du sexe, de la position politique, du niveau d'études, etc.

Des actions politiques de type plus conventionnel, comme le vote, la manifestation ou la signature de pétitions sont bien entendu aussi revendiquées, associées en général à un fort désenchantement<sup>4</sup> vis-à-vis de la sphère de la politique institutionnelle. Dans le premier cas de figure, les actions qualifiées de « politiques » sont présentées comme des manières possibles de transformer la société. Dans le deuxième cas, priment plutôt des considérations pragmatiques du type « voter pour le moins pire ». Le même qualificatif sert donc à désigner ces différents types d'actes sans que le désenchantement touchant le second type d'actes touche aussi le premier. Cette absence de contagion s'explique par la manière dont est structurée la représentation de ce qu'est une action politique : une action est considérée comme *politique* si elle contribue à transformer la société, il y a donc différents types de *canaux* d'action et la dévaluation d'un de ces canaux n'a pas nécessairement d'effets sur les autres canaux utilisés. On peut ainsi distinguer, pour les commodités de l'analyse, deux types d'action politique en fonction des canaux empruntés : on appellera *médiate* ou *immédiate* une action politique visant à transformer la société politique selon que cette transformation est recherchée avec ou sans médiation de la sphère des gouvernants. Selon cette distinction, le vote est une *action politique médiate* : on cherche à provoquer un changement dans la communauté politique par l'intermédiaire de la sphère de la politique institutionnalisée : mon vote participe à la conformation de cette sphère qui, à son tour, va transformer la société par le moyen de lois et de réformes. Si je décide d'acheter mes légumes auprès d'un petit producteur local au lieu de le faire au supermarché parce que, de cette manière, je soutiens financièrement l'agriculture locale et non les actionnaires d'une grande chaîne de distribution, je participe à la « redistribution des ressources et des "chances de vie" » évoquées par Alf Lütke [2000, p. 61]. Mon action est cette fois une *action politique immédiate*, qui ne passe pas par la médiation de la sphère des gouvernants. Si je participe à une manifestation contre un projet de loi qui me paraît injuste ou pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il réalise telle ou telle réforme, il s'agit alors d'une *action politique médiate protestataire*. Si l'on définit la citoyenneté comme l'appartenance participative à

---

4. Sur cette question, voir aussi Muxel [2010].

une communauté politique, on peut parler de la même manière de *pratiques médiatees* et de *pratiques immédiates de la citoyenneté*.

Ces précisions lexicales apportées, revenons à l'analyse des entretiens. S'appropriant le vocabulaire de la politique et de la citoyenneté, deux tiers des personnes interrogées revendiquent des pratiques immédiates de la citoyenneté. Je vais présenter et expliciter ici les deux formes les plus fréquemment évoquées que sont la *citoyenneté éthique* (dix-neuf personnes) et la *citoyenneté spécifique* (dix-sept personnes).

### *Citoyenneté éthique*

La citoyenneté éthique se fonde sur l'idée qu'une transformation de soi et autour de soi – par l'entraide, les petits gestes du quotidien... – peut avoir un effet sur la société dans son ensemble.

Philippe, Parisien de trente et un ans, est travailleur social, au chômage au moment de l'entretien. Il explique :

« La politique, c'est ce qu'on fait de sa vie, c'est pas quelque chose de l'ordre des programmes, adhérer à un parti politique, c'est pas ça la politique. [...] [J]'imagine plus une manière de vivre par une transformation du quotidien, une prise en charge de soi-même, tout en vivant avec les autres. Je ne vois pas, je n'y crois pas, à la musique de l'élection, même s'il y a des gens qui se sont battus pour, je comprends et je respecte, mais aujourd'hui, je ne crois pas qu'il y ait un projet politique réel dans les gens qui tournent autour des hommes politiques. Je n'ai pas l'impression qu'il y ait une volonté d'amener le monde à comment vivre ensemble. »

Ma question sur la citoyenneté l'amène à décrire une éthique citoyenne du quotidien, de la proximité et de l'interaction :

« Pour toi, cela veut dire quoi, être citoyen ?

— Être citoyen, c'est faire un truc, la difficulté c'est que le collectif, je sais pas comment il s'organise aujourd'hui, y a des parcelles de lambeaux de collectif encore mais... Être citoyen ce n'est pas acheter le dernier disque d'Obispo, ce n'est pas consommer pour faire marcher l'économie ici. Ça ne passe pas par là, c'est faire vivre la vie de quartier, c'est la manière dont je vois dans le quotidien, comment j'oriente ma manière de faire et d'agir, c'est-à-dire que je préfère avoir des endroits [...], c'est-à-dire dans les choses, ce qui est intéressant, c'est le parcours, si tu vas à quelque chose pour consommer t'as plus de parcours, tandis que je vais faire les habits, tu prends ta taille, après tu vas chercher quelqu'un qui te le coupe, mais ça prend du temps, faut pas être pressé,

en même temps tu as ce que tu veux d'une part, et en plus, donc, c'est toute une manière de vivre ! »

Vincent, un autre Parisien, travaille comme intérimaire, il n'a pas terminé ses études secondaires et ne vote pas. Il déclare se sentir citoyen, mais pas au sens administratif :

« Je n'ai pas de carte d'électeur, je ne suis pas déclaré aux impôts, sur le papier administratif, je n'existe pas vraiment ! Je n'ai pas beaucoup de poids et je m'en fous complètement parce que, honnêtement, je n'attends rien de la société administrative quoi ! »

Il se sent citoyen « [avec] des êtres humains ! » :

« Et c'est comment te sentir citoyen avec des êtres humains ?

— C'est s'investir pour des personnes, par exemple je faisais du baby-sitting avant, le petit que je gardais, je le vois assez souvent maintenant, il y a un suivi parce que je me suis attaché à lui, il y a des gens pour qui j'ai fait du baby-sitting avant qui m'ont aidé à trouver l'appartement dans lequel je suis, des travail au noir, pour leur rendre ça, je leur ai fait monter des étagères gratuites, *c'est aider des gens quand je peux les aider, aider une mamie, aider quelqu'un que je peux renseigner, donner des bons conseils à des gens, faire participer des choses qu'on a et qu'on connaît aux gens qui ne connaissent pas et qui n'ont pas !*<sup>5</sup> »

Cette forme de citoyenneté s'appuie sur deux représentations du changement permettant de passer de l'individuel au collectif. La première est de type kantien. Kant propose en effet comme seconde maxime de l'action morale : « Agis selon la maxime qui peut en même temps se transformer en loi universelle. » Le citoyen éthique se dit de même que si tout le monde agissait comme lui, le monde irait bien, ou, au moins, que le changement commence par soi et qu'il faut souhaiter que les autres penseront et feront de même : le citoyen éthique postule d'autres citoyens éthiques. L'appel à la responsabilité des consommateurs et l'invitation à acheter des produits issus du commerce équitable ou respectueux de l'environnement, l'écocitoyenneté et la consommation font toutes référence à la citoyenneté éthique : « Agis selon la maxime qui peut en même temps se transformer en loi universelle » et cela changera (un peu) le monde.

La seconde, que j'ai appelée *citoyenneté concentrique*, est revendiquée de manière explicite par sept personnes. Elle conçoit le

---

5. Je souligne. Il en va de même dans les extraits d'entretien suivants.

processus de changement sur le modèle des cercles qui apparaissent à la surface de l'eau quand on y jette une pierre. Le passage du changement individuel au changement collectif se ferait grâce à l'effet que peut avoir un individu sur la manière d'agir de son entourage et ainsi de proche en proche. Le discours de Matthew, acteur new-yorkais de vingt-six ans, illustre bien cette conception. Son engagement citoyen va bien au-delà du seul fait de voter : comme son travail lui laisse du temps libre, il a décidé de s'installer quelques après-midi par semaine sur le quai d'une station fréquentée de métro, avec son ordinateur portable et des haut-parleurs, pour montrer aux passants des documentaires critiquant l'action des multinationales états-uniennes ou demandant des enquêtes plus approfondies sur les événements du 11 septembre 2001... Lorsque je lui demande pourquoi il agit de la sorte, il développe une justification très élaborée et argumentée de son action en termes de citoyenneté concentrique :

« Je ne sais pas spécifiquement si c'est la chose la plus utile que je pourrais être en train de faire [d'aller montrer des documentaires sur un quai du métro]. J'ai fait l'expérience du fait que cela a, au moins à un certain degré, l'effet que je recherche. Mais, plus que ça – as-tu connaissance de ce truc de pop psychologie, peut-être pseudo-scientifique, qui est en vogue avec l'idée du pouvoir d'attraction ? Il y a un film et un livre appelé *Le Secret*. Une grande partie de cela est supporté par des recherches en physique quantique. Le principe est, pour le dire de façon basique, que tes pensées se manifestent par des événements dans le monde autour de toi..., comme Gandhi, qui disait : Sois le changement que tu veux voir dans le monde. *De marcher simplement en étant une personne responsable suscite de la responsabilité chez les autres gens autour*. Je ne sais pas quelle est l'action spécifique, mais je me sens responsable quand je suis là-bas [sur le quai du métro], alors j'ai l'impression que c'est ce qui génère les résultats. »

Il ne s'agit pas ici d'examiner la validité scientifique de ses affirmations ou de faire remarquer que Gandhi n'a jamais prononcé cette phrase, qui pourtant est très à la mode sur internet. Il suffit d'observer que, pour Matthew, l'idée d'une citoyenneté concentrique motive et encourage son action. Maricel a vingt-huit ans, elle garde des enfants à New York. Elle aussi revendique un idéal de citoyenneté concentrique :

« Comment puis-je, sur la base d'un moment après l'autre, dans ma vie de tous les jours, comment puis-je promouvoir une connexion entre les

gens et le souci mutuel des uns envers les autres. Je pense que, qui sait si c'est idéaliste, mais *pourquoi ne pas penser que ce type de manière d'être peut-être contagieux*. Pourquoi ne pas penser que nous pouvons l'adopter ? *Simplement en cercles concentriques, à partir de, disons, moi, mes amis, ou les gens avec qui je suis en relation, et alors quand ils sont en relation avec d'autres gens*. Je parlais à mes parents il y a quelques mois de tout cela. Je disais que si je vois quelqu'un faire tomber une MetroCard<sup>6</sup>, [...], je dirai : Excusez-moi, vous avez fait tombé ça. *Si quelqu'un voit ça, elle ou il cédera peut-être son siège à quelqu'un d'autre le lendemain*. Je pense, que bien sûr, cela ne m'arrive pas à chaque moment. [...] Je pense qu'il doit y avoir une sorte de préoccupation pour autrui. Et qui sait si ce n'est pas ma façon de penser politiquement. »

### *Citoyenneté spécifique*

La citoyenneté spécifique postule, elle, qu'une transformation de la société est possible à partir du lieu spécifique que chaque personne occupe, et, en particulier, dans son lieu de travail<sup>7</sup>. Anna, Chilienne de vingt-six ans, est professeure à l'école primaire. Elle ne vote pas, mais elle affirme qu'en éduquant des enfants, elle peut avoir un effet plus tangible :

« Je crois que la participation se trouve aussi dans d'autres secteurs [que le vote]. C'est-à-dire, je suis professeure. Je crois qu'à l'école, je réalise aussi un travail social, citoyen, politique, et pour moi, cela est même plus important. C'est-à-dire, ce que je peux faire avec l'intervention de mon travail. Comme femme aussi dans le groupe de travail collectif que nous avons, tout ça, je crois que ce sont des façons de participer citoyennement [...] Mon boulot à l'école, dans l'éducation, je participe à la formation de personnes. Je forme donc des citoyennes et des citoyens, tu comprends ? Ce qui n'est pas la même chose que de voter pour une personne qui se meut dans le monde politique. Qui, c'est vrai, va peut-être faire beaucoup de choses, mais finalement tu ne sais jamais ce qu'elle va faire et ce qu'elle ne va pas faire. Si elle va respecter ce qu'elle a dit ou non. Alors, la seule chose qui te reste, c'est de faire confiance en ce que tu peux faire, tu comprends ? Et en ce sens, ce que tu peux faire est pour moi beaucoup plus réel que ce que je peux avoir confiance qu'une personne politique va faire. C'est la même chose pour le collectif auquel je participe, avec lequel de temps en temps

6. L'équivalent new-yorkais de l'abonnement mensuel aux transports parisiens.

7. J'emprunte le qualificatif à Michel Foucault [2001, p. 154-159] qui l'emploie dans l'expression « intellectuel spécifique », j'y reviendrai plus loin.

nous pouvons faire aussi des actions citoyennes de revendication ou de manifestation contre quelque chose qui ne nous paraît pas bien, ou aussi discuter avec d'autres gens sur des thèmes qui nous intéressent.

— Pourquoi cela te semble-t-il plus valide ?

— Parce que c'est quelque chose que je fais... ça revient à ce que je te disais : parce que je peux faire confiance en ce que je fais. Cela dépend de moi et cela dépend des gens avec qui je suis. Cela ne dépend pas d'une personne lointaine, tu comprends, qu'elle soit députée ou député, qu'elle aille ou non faire quelque chose de ce que j'espère. Pareil pour un président ou une présidente. Alors que ce à quoi je participe directement est entre mes mains. C'est ce que je peux faire, ce que je peux réussir avec les gens. »

Dans cet échange, on voit clairement comment la rupture du pacte de représentation et la perte de confiance sont associées à un déplacement de l'action dans la sphère du proche, où les effets peuvent être vérifiés et contrôlés. Il y a bien sûr des professions (éducation, arts, travail social...) où la revendication d'une citoyenneté spécifique paraît plus évidente<sup>8</sup> : il est plus facile de penser qu'on peut changer le monde à partir de son activité professionnelle quand on est enseignante que lorsqu'on vend des chaussures. Cependant, cette revendication apparaît aussi dans d'autres cas, elle est alors associée au désir de changer de travail. À Paris, par exemple, deux des personnes interrogées expliquent qu'elles ont essayé de trouver un emploi dans le secteur humanitaire, pour des raisons de ce type.

Citoyenneté éthique et citoyenneté spécifique sont les deux formes de citoyenneté immédiate les plus récurrentes dans les entretiens. D'autres formes, qui ne seront pas décrites ici, apparaissent aussi dans les discours (citoyenneté concentrique, évoquée rapidement et associée en général à la citoyenneté éthique, citoyenneté associative et militante, citoyenneté collective). Il s'agit toujours d'une citoyenneté des petites choses, loin des discours de transformation radicale de la société qu'on pouvait entendre au début des années 1970 au Chili, en France ou aux États-Unis. Comment comprendre alors ces formes de citoyenneté ?

La conviction que de grandes transformations sont possibles semble, à l'heure actuelle, très fragile. Il y a peu de traces dans les entretiens d'une foi dans des « lendemains qui chantent » qui

---

8. Emmanuelle Reynaud fait le même constat [1980, p. 281-282].

motiverait l'action présente (*conviction téléologique*). Au contraire, la construction de la conviction se fait apparemment plutôt *chemin faisant* : le succès de petites actions invite à continuer : elle a un effet capacitant, à l'opposé du sentiment d'impuissance que produisent, si l'on en croit bon nombre des personnes interrogées, les informations diffusées par les médias qui énumèrent problèmes et conflits. On pourrait donc dire que ce qui est en jeu dans ces petites formes de citoyenneté, c'est la construction d'une *conviction procédurale*, qui se renforce à mesure que les actions entreprises atteignent leurs buts.

Si l'hypothèse proposée plus haut s'avère juste, on devrait retrouver les mêmes structures de représentation et d'action politique, associées à un contenu plus dense, du côté du monde « militant ». Qu'en est-il ?

### **L'investissement « militant » des formes d'action politique**

Quelle est la « manière de faire » [Certeau de, 1980] propre à la citoyenneté éthique ? Quelle *forme* d'action politique met-elle en jeu ? Au-delà des deux mécanismes de généralisation de la transformation évoqués – universalisation kantienne et effet de proche en proche –, la même structure de pensée et d'action est à l'œuvre : l'idée est que « charité bien ordonnée commence par soi-même », que la transformation sociale commence par une transformation de soi, de ses modes de vie, individuelle et collective. Cet investissement d'une « sphère du proche » [Ricœur, 2000, p. 161-162], associé à une volonté de ne pas différer à un hypothétique lendemain qui chante l'impératif de transformation sociopolitique, renvoient, dans l'univers « militant », aux expériences d'associations coopératives et de communautés utopiques dont l'histoire est riche d'exemples. Des associations ouvrières du XIX<sup>e</sup> siècle, en France [Desroche, 1981] ou au Chili [Grez Toso, 2007], aux communautés fouriéristes [Desroche, 1975], aux États-Unis et ailleurs, de l'Icarie cabétienne [Crétinon, Lacour 1952 ; Rancière, 1981], implantée dans l'Illinois au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, à la coopérative de Longo Maï [Graf, 2006], fondée en 1973 à Limans, dans les Alpes-de-Haute-Provence, des communautés libertaires états-uniennes

décrites par Ronald Creagh [1983] aux « escargots<sup>9</sup> » zapatistes au Chiapas mexicain, on retrouve la même « manière de faire », la même *forme* d'action politique où le changement sociopolitique passe par une « transformation du quotidien », comme l'expliquait Philippe, interrogé dans cette enquête.

Qu'en est-il de la citoyenneté spécifique ? Autour de quelles structures s'articule-t-elle ? Il s'agit d'un type d'action politique qui se déploie à partir des lieux sociaux dans lesquels individus et groupes sont inscrits et, en particulier, à partir de leurs activités professionnelles. Dans ce cas-là, il est facile de voir le contenu militant que peut prendre une telle *forme* d'action politique. Le concept proposé par Michel Foucault pointe d'ailleurs déjà dans cette direction : l'« intellectuel spécifique » – comme Robert Oppenheimer, l'un des pères de la bombe atomique états-unienne, qui prend position après 1945 contre la course à l'armement nucléaire – s'engage à partir de la position qui est la sienne :

« Les intellectuels ont pris l'habitude de travailler non pas dans l'universel, l'exemplaire, le juste-et-le-vrai-pour-tous, mais dans des secteurs déterminés, en des points précis où les situaient soit leurs conditions de travail, soit leurs conditions de vie (le logement, l'hôpital, l'asile, le laboratoire, l'université, les rapports familiaux ou sexuels) » [Foucault, Fontana, Pasquino, 2001, p. 154].

Après 1968, nombreux sont ainsi les militants qui voient dans leur travail un moyen de transformer la société. Alexandra Oeser [2010] évoque le cas des enseignants du secondaire en Allemagne, et Emmanuelle Reynaud les médecins, infirmières et autres employés des hôpitaux. Celle-ci explique ainsi que :

« [...] Les changements attendus ne s'arrêtent pas à l'individu mais, à travers lui, et en partant de lui, l'action porte sur le tissu des relations sociales, sur l'ajustement des comportements entre eux et donc bien sur la vie collective » [Reynaud, 1980, p. 285].

Cette forme d'action n'est pas bien sûr une « invention » de l'après-1968. On pourrait même plaider à l'inverse, avec Daniel Lindenberg [2008], que les actions de ce type menées dans l'après-guerre ont préparé les événements de mai 1968... Mais ce qu'il importe surtout de noter ici, c'est que l'engagement militant prend corps dans le cadre d'activités professionnelles, que ce soit dans le

---

9. *Caracol* (escargot en espagnol) est le nom donné aux communes autonomes créées au Chiapas en 2003.

domaine de la psychiatrie ou dans celui de l'éducation, pour ne citer que les deux cas les plus emblématiques. Dans cette perspective, l'accent mis sur l'*institution* [Oury *et al.*, 1985 ; Basaglia, 1970], dont témoignent les désignations choisies – psychothérapie institutionnelle [De Bisschop *et al.*, 2009 ; Guattari, 2012], pédagogie institutionnelle [Vasquez, Oury, 1971]... – laisse bien voir la « manière de faire » à l'œuvre. La volonté de transformation sociale s'exerce d'abord dans et sur un espace social particulier : il s'agit d'en finir avec l'asile-prison ou l'« école-caserne » [Pain, Oury, 1972]. Lucien Bonnafé, un des psychiatres à l'origine de la mise en place de la psychiatrie de secteur, résume par exemple le projet « désaliéniste » à l'aide de la formule suivante : « Détruire le système aliéniste ou asilaire et bâtir son contraire sur ses ruines » [Bonnafé, 1992, p. 321]. La clinique psychiatrique de La Borde, fondée en 1953 par Jean Oury, est ainsi un espace ouvert, sans murs d'enceinte, et des commissions constituées de patients et de soignants prennent en charge l'organisation des différents aspects de la vie collective [Dardy *et al.*, 1976]. Ces pratiques, qui constituent une importation dans l'institution psychiatrique « des exigences éthico-pratiques issues des courants profonds de l'idéologie révolutionnaire » [Polack, Sivadon-Sabourin, 1976, p. 34] sont en même temps partie prenante du dispositif thérapeutique.

Si, comme cela a déjà été noté, certaines activités professionnelles semblent structurellement propices à cette *forme* d'action politique, on la retrouve aussi dans d'autres secteurs. Ainsi, dans la France des dernières années, différents mouvements de résistance aux mesures adoptées par le gouvernement de Nicolas Sarkozy ont pris la forme d'actes de désobéissance au sein des services publics où enseignants des écoles, postiers, électriciens, conseillers du Pôle emploi – pour ne citer que ces quelques exemples – refusaient de suivre des directives leur paraissant aller contre la vocation de service public de leurs entreprises [Weissman, 2010].

Ces différents exemples sont autant de figures prises par une même « manière de faire », qualifiée à partir de l'analyse des entretiens comme citoyenneté spécifique. On retrouve donc bien, dans les deux cas – citoyenneté éthique et citoyenneté spécifique –, les mêmes *formes* d'action politique – d'une part, chez les jeunes adultes non militants interrogés et, d'autre part, chez des individus et des collectifs engagés dans des processus d'action militante. Le

dernier exemple donné, désigné par Élisabeth Weissman comme « désobéissance éthique », rappelle que ce que l'on en vient à distinguer à des fins d'analyse existe, en pratique, sans solution de continuité. Faut-il qualifier les travailleurs d'EDF qui refusent, malgré les directives, de couper l'électricité à certains foyers – ou qui la rétablissent ensuite – de « militants » ? Se qualifient-ils d'ailleurs eux-mêmes ainsi ? Sans doute certains et certaines le font, d'autres non. Leur « manière de faire », qui prend sa source dans une activité professionnelle, invite à parler de citoyenneté spécifique. Mais la fidélité à des principes, le refus d'être le vecteur d'une dérive qu'on ne cautionne pas, pourraient être aussi analysés, même si c'est moins évident, en termes de citoyenneté éthique en négatif : cette fois-ci, ce n'est pas la transformation sociopolitique qui commence par une transformation de soi, c'est le refus d'une transformation globale qui passe par un refus d'en être l'adjuvant.

On peut résumer ces développements et conclure ce parcours analytique par un retour sur la dialectique de la théorie et de l'empirie. L'empirie vient opportunément rappeler à la théorie les limites d'une conception stato-centrée de la politique, sauf à considérer que les jeunes adultes revendiquant comme politiques des actions sans rapport avec la sphère des gouvernants ne savent pas de quoi ils parlent. L'analyse théorique fait apparaître que, malgré les variations empiriques de contenus, les *formes* d'action politique évoquées par les jeunes adultes non militants – la politique des profanes – sont aussi investies dans le cadre d'engagements militants d'individus ou de groupes, traduisant ainsi une communauté d'intuition politique.

### Références bibliographiques

- BACHRACH Peter, 2002, *Theory of Democratic Elitism : A Critique*, University Press of America, Washington, D.C.
- BASAGLIA Franco, 2012 (1970), *L'Institution en négation*, traduit par Louis Bonalumi, Arkhê, « Tiers corps », Paris.
- DE BISSCHOP Joris, HOFMANS Ariane, NOVAES Clara, VAN BUNDER David, 2009, « La psychothérapie institutionnelle... Histoire(s), politique, résistance. Interview avec Jean-Claude Polack (I) », *Psychoanalytische Perspectieven*, vol. 27, n° 1-2, p. 175-194.

- BONNAFÉ Lucien, 1992, *Désaliéner ? : folie(s) et société(s)*, Presses universitaires du Mirail, « Chemins cliniques », Toulouse.
- CASTORIADIS Cornelius, 1999, *Sur « Le politique » de Platon*, Seuil, « La Couleur des idées », Paris.
- CERTEAU Michel de, 1990 (1980), *L'Invention du quotidien. 1. Arts de faire*, édité par Luce Giard, nouvelle édition, Gallimard, « Folio. Essais », Paris.
- CREAGH Ronald, 2009 (1983), *Utopies américaines : expériences libertaires du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, nouvelle édition augmentée et actualisée, Agone, « Mémoires sociales », Marseille.
- CRÉTINON Jean-François, LACOUR François-Marie, 1980 (1952), *Allons en Icarie : deux ouvriers viennois aux États-Unis en 1855*, édité par Fernand Rude, Presses universitaires de Grenoble, « L'Empreinte du temps », Grenoble.
- DARDY Claude, GRASS Gérard, MURARD Numa, PRÉLI Georges, ROSTAIN Michel, 1976, « Histoires de La Borde : l'organisation du travail à la clinique de Cour-Cheverny (1953-1963) », *Revue du Cerfi*, « Recherches » n° 21, Fontenay-sous-Bois.
- DESROCHE Henri, 1981, *Solidarités ouvrières. 1. Sociétaires et compagnons dans les associations coopératives : 1831-1900*, Éditions ouvrières, Paris.  
— 1975, *La Société festive : du fouriérisme écrit aux fouriérismes pratiqués*, Seuil, « Esprit. La Cité prochaine », Paris.
- DEWEY John, 1954 (1927), *The Public and Its Problems*, OH, Swallow Press, Athens.
- FOUCAULT Michel, FONTANA Alessandro, PASQUINO Pasquale, 2001, « Entretien avec Michel Foucault (1976) », in *Dits et Écrits 1954-1988, II (1976-1988)*, Gallimard, « Quarto », Paris, p. 140-160.
- GRAF Beatriz, 2006, *Longo Mai, révolte et utopie après 68 : vie et autogestion dans les coopératives européennes*, Thesis Verlag, « Ars historica », Egg.
- GREZ TOSO Sergio, 2007 (1997), *De la « regeneración del pueblo » a la huelga general: génesis y evolución histórica del movimiento popular en Chile (1810-1890)*, 2<sup>e</sup> éd., Ril editores, Santiago de Chile.
- GUATTARI Félix, 2012, *De Leros à La Borde ; Précédé de Journal de Leros*, Nouvelles Éditions Lignes, Paris.
- KANT Immanuel, 1994, *Métaphysique des mœurs. I, Fondation, Introduction*, traduit par Alain Renaut, Flammarion, « GF », Paris.
- LINDENBERG Daniel, 2008, « Une autre préhistoire de Mai 68 : les mouvements institutionnels », *Esprit*, n° 344, p. 94-100.
- LÜDTKE Alf, 2000, « Le domaine réservé : affirmation de l'autonomie ouvrière et politique chez les ouvriers d'usine en Allemagne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », in *Des ouvriers dans l'Allemagne du XX<sup>e</sup> siècle : le quotidien des dictatures*, L'Harmattan, « Anthropologie du monde occidental », Paris, p. 27-62.

- MUXEL Anne, 2010, *Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement*, Seuil, Paris.
- OESER Alexandra, 2010, *Enseigner Hitler. Les adolescents face au passé nazi en Allemagne: interprétations, appropriations et usages de l'histoire*, MSH, « Dialogiques », Paris.
- OURY Jean, GUATTARI Félix, TOSQUELLES François, 1985, *Pratique de l'institutionnel et Politique*, Matrice, « PI », n° 6, Vigneux.
- PAIN Jacques, OURY Fernand, 1998 (1972), *Chronique de l'école caserne*, nouvelle édition, Matrice, « PI », Vigneux.
- PATEMAN Carole, 1970, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge University Press, Cambridge & New York.
- 1989, « *The Civic Culture : A Philosophic Critique* », in *The Disorder of Women: Democracy, Feminism, and Political Theory*, Stanford University Press, Stanford, CA., p. 141-178.
- PINET Nicolas, 2010, « La politique au-delà de la vie politique : pratiques et représentations de la citoyenneté chez les jeunes adultes à Santiago du Chili, New York et Paris », thèse de doctorat de sociologie sous la direction de Serge Paugam, EHESS, Paris.
- PLATON, 1984 (1923), *Œuvres complètes. Tome III, 1<sup>re</sup> partie, Protagoras*, édité par Alfred Croiset, les Belles Lettres, « Collection des universités de France », Paris.
- POLACK Jean-Claude, SIVADON-SABOURIN Danielle, 1976, *La Borde ou le Droit à la folie*, Calmann-Lévy, « Ordre des choses », Paris.
- RANCIÈRE Jacques, 2005 (1981), *La Nuit des prolétaires : archives du rêve ouvrier*, Hachette Littératures, « Pluriel. L'Histoire en revue », Paris.
- REYNAUD Emmanuelle, 1980, « Le militantisme moral », in *La Sagesse et le Désordre : France, 1980*, édité par Henri Mendras, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », Paris.
- RICŒUR Paul, 2000, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, « L'Ordre philosophique », Paris.
- SAWICKI Frédéric, SIMÉANT Johanna, 2009, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 1, p. 97-125.
- VASQUEZ Aïda, OURY Fernand, 2000 (1971), *De la classe coopérative à la pédagogie institutionnelle*, nouvelle édition, Matrice, « PI », Vigneux.
- WEISSMAN Élisabeth, 2010, *La Désobéissance éthique : enquête sur la résistance dans les services publics*, Stock, « Les documents », Paris.